STOP AU DÉMANTELEMENT D'EDF











Le Gouvernement orchestre la fin du service public de l'Électricité et du Gaz en France

Actionnaire à 83,6 % d'EDF, l'Etat est à l'initiative de ce projet de démantèlement d'EDF, fleuron industriel français. D'intenses tractations sont en cours avec la Commission Européenne, soucieuse de ne pas entraver le libre jeu de la concurrence et de l'ultra-libéralisme.





Le projet prévoit l'ouverture aux capitaux privés des activités les plus rentables (distribution, énergies renouvelables ...) et en parallèle la renationalisation de toute la production nucléaire (et de son démantèlement futur) en laissant l'État seul décideur des investissements futurs.

En privatisant la distribution de l'électricité, ce projet signe la fin de la péréquation tarifaire, qui permet aujourd'hui à chaque usager où qu'il soit de payer son kilowattheure au même prix, et signifiera aussi la fin du service public de proximité et d'un réseau électrique de qualité du fait d'investissements rabotés. => Risques de coupures électriques, interventions devenant payantes et délais de plus en plus longs.





En privatisant la commercialisation de l'électricité, ce projet signe l'abandon des tarifs réglementés, qui garantissent aujourd'hui aux citoyens des prix maîtrisés et la prise en compte de la précarité énergétique (clients vulnérables, chèques énergie...). => Hausse des prix de l'électricité pour le consommateur (déjà +36% sur les tarifs hors taxes depuis 2003 et l'avènement de la concurrence dans le domaine de l'énergie!)

=> Tarifs incompréhensibles et incomparables, opérateurs injoignables et démarches interminables.

Cette réforme affaiblira EDF et acte la fin « du service public de l'électricité », la mission originelle d'EDF, au profit d'intérêts privés avides de dividendes.

Ce projet représente, à plus long terme, une menace pour l'emploi et les conditions de travail dans les industries électriques et gazières, avec in fine moins de proximité pour le consommateur (agences locales fermées).



L'électricité est un bien commun, de première nécessité, dont l'accès doit être garanti à tous, notamment aux plus démunis. L'intérêt général nécessite de sortir des fondamentaux strictement financiers et de la concurrence purement mercantile.

LE PROJET "HERCULE" (Groupe EDF)

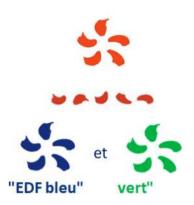
HERCULE, VERS LE DÉMANTÈLEMENT D'EDF!



"EDF bleu" regrouperait:



- La production nucléaire,
- la production thermique,
- le commerce de gros.
- la production hydraulique *
- et les réseaux de transport de l'électricité.



"EDF bleu" pourrait être renationalisé à terme alors que "EDF vert" aurait son capital introduit en bourse et serait ouvert à l'investissement privé.



"EDF vert" regrouperait :



- La distribution.
- · le commerce.
- Les services.
- EDF renouvelables
- Électricité de Strasbourg
- · et les filiales d'outre-mer.





* La dernière version de cet épineux dossier HERCULE vise à créer une 3ème structure dénommée "EDF bleu azur" qui intégrerait la production hydraulique.



IL EST TEMPS DE DIRE STOP Les usagers vont aussi payer la facture

N'oublions pas le précédent Gaz de France (GDF devenu GDF-Suez puis Engie).

L'État n'en détient plus aujourd'hui que 23,64%, malgré les promesses gouvernementales (faites lors de sa transformation en société anonyme en 2004) que l'État en resterait toujours majoritaire.

Il n'y a pas de quoi se réjouir d'une hausse du prix du gaz de 63 % depuis 2005 !

Selon la CRE (Commission de Régulation de l'Energie), l'augmentation du tarif réglementé de vente de gaz a en effet été de 63 % depuis le 1er janvier 2005.

L'avenir du Groupe ÉS est également menacé!

CONTACT:



intersyndicale@es.fr





